

Commentaires des membres de l'IFEX à l'occasion du premier anniversaire du massacre de Maguindanao 23 novembre 2010

Center for Media Freedom and Responsibility (Le Centre pour la liberté et la responsabilité des médias, CMFR)

Le massacre de 58 personnes à Ampatuan, Maguindanao, incluant 32 journalistes et professionnels des médias, a laissé de terribles souvenirs non seulement aux familles des victimes, mais également au reste de la communauté journalistique des Philippines. Un an après les faits, un nouveau gouvernement philippin s'applique avec zèle à la tâche d'offrir aux accusés un procès juste. La collectivité des journalistes et les défenseurs de la liberté de la presse réitèrent leur détermination à assurer une observation vigilante et continue du procès et à poursuivre leur campagne pour réclamer justice au nom des journalistes victimes de la culture d'impunité. Nous appelons le reste du monde à participer en esprit à cette journée de commémoration.

Pour plus de renseignements, veuillez consulter la carte interactive des meurtres de journalistes/professionnels des médias philippins depuis 1986 à l'adresse http://www.cmfr-phil.org/map/index_inline.html et, pour les dernières nouvelles sur le procès d'Ampatuan, veuillez visiter <http://www.cmfr-phil.org/ampatuanwatch/>

ARTICLE 19

Le droit à la liberté d'expression et à la liberté de la presse aux Philippines et dans le monde a subi un dur coup l'année dernière lorsque l'événement mortel le plus grave à frapper la presse depuis 1992 s'est produit à Maguindanao. Le massacre de Maguindanao n'a rien d'une tragédie accidentelle. Un an après l'événement, des journalistes partout dans le monde subissent encore des attaques violentes en réponse aux reportages qu'ils publient. ARTICLE 19 continue de réclamer que les auteurs du massacre de Maguindanao soient traduits en justice dans l'espoir d'envoyer un message clair pour mettre un terme à l'impunité de ceux qui ont recours à la violence pour réduire des voix au silence.

Journalistes canadiens pour la liberté d'expression (CJFE)

En ce premier anniversaire du massacre de Maguindanao aux Philippines, un sombre constat s'impose devant le nombre de journalistes assassinés impunément chaque année.

Le gouvernement Aquino doit saisir cette occasion d'exercer un véritable leadership en montrant au reste du monde que les attaques contre les journalistes ne seront pas tolérées et en voyant à ce que soient poursuivis les responsables de ces meurtres odieux, qui restent à ce jour impunis.

Le Comité pour la protection des journalistes (CPJ)

Le CPJ demeure très préoccupé par le fait que, même devant un gouvernement animé des meilleures intentions, justice ne soit pas rendue dans le cas des assassinats de Maguindanao. Nous craignons que non seulement les meurtriers de plus de 50 personnes, incluant 32 journalistes et travailleurs des médias, demeurent impunis, mais également que le parfum d'impunité qui plane sur le pays ne devienne une réalité démoralisante pour le peuple philippin et tout particulièrement ses journalistes.

La secrétaire d'État à la Justice Leila de Lima a déclaré, à juste titre, que le cas de Maguindanao constituait une épreuve décisive, mais il y a raison de douter que les Philippines soient en mesure un jour de relever ce défi. Au cours des années à venir, il ne faudra pas perdre de vue la nécessité d'obtenir justice dans ce cas, ni celle de répondre aux besoins des familles des victimes.

Freedom House

Les institutions démocratiques souffrent énormément lorsque les gouvernements ne reconnaissent pas la responsabilité de ceux qui menacent les journalistes et ceux qui expriment pacifiquement leur dissidence

politique, particulièrement dans le cas d'actes violents comme ceux qui se sont produits aux Philippines. Freedom House dénonce ces gestes abjects de brutalité et l'effet glaçant qu'ils auront inévitablement sur la capacité des citoyens à profiter de leurs droits de la personne fondamentaux, et appelle le gouvernement à mettre en place des mesures qui éviteront à des crimes comme celui-ci de rester impunis.

Human Rights Watch (HRW)

Un an plus tard, le massacre de Maguindanao représente un test pour le gouvernement du président Benigno Aquino. Nous accueillons favorablement la poursuite du procès des Ampatuan, mais nous déplorons le fait qu'un trop grand nombre de suspects soient toujours au large. Le président Aquino doit prendre de nouvelles mesures pour mettre à mal les forces abusives et traduire en justice les auteurs de violences graves, plutôt que de se contenter de faire des promesses en ce sens.

Index on Censorship

Au sein de l'organisation, nous avons tous été choqués par cet événement, non seulement à cause du degré de brutalité atteint, mais également en raison du risque bien réel à l'époque de voir les auteurs de ces crimes échapper à la justice. Il était inspirant de voir des collègues de l'IFEX travailler de concert en vue d'établir rapidement les faits sur le terrain, contribuant ainsi à rendre justice aux victimes et à défier l'impunité. À nos yeux, ce type de coopération en milieu hostile représente un modèle pour tous les défenseurs de la liberté d'expression.

La Fédération internationale des journalistes (FIJ)

La Fédération internationale des journalistes (FIJ) et ses 125 affiliés du monde entier expriment leur plus profonde sympathie et leur solidarité sincère à tous leurs collègues des Philippines, au moment où ces derniers s'apprêtent à commémorer le premier anniversaire des gestes atroces commis près de la ville d'Ampatuan.

Nous ne connaissons pas le repos avant d'avoir gagné la bataille contre l'impunité dans le cas des meurtres barbares de nos collègues des Philippines. Avec l'aide de la communauté mondiale des journalistes et des défenseurs de la liberté de la presse, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour que justice soit faite.

L'Institut international de la presse (IIP)

L'Institut international de la presse accueille avec satisfaction l'engagement pris par la secrétaire d'État à la Justice, Leila de Lima, d'arriver à un verdict dans l'affaire du massacre de Maguindanao, dans lequel 32 journalistes ont péri, pendant le mandat du président Benigno Aquino, comme l'a rapporté le Philippine Daily Inquirer le 17 novembre dernier.

L'IIP s'inquiète au plus haut point de la lenteur des autorités philippines à faire enquête et de leur incapacité à traduire en justice les auteurs de ce qui est considéré comme une des pires atrocités du dernier siècle.

Si le processus s'étire sans que les coupables soient poursuivis, l'IIP craint que l'impunité prolongée n'encourage de nouvelles violences contre les journalistes.

« J'espère qu'il respectera ses promesses et qu'il se montrera à la hauteur de l'engagement pro-démocratique de sa mère, la première présidente démocratiquement élue des Philippines et celle qui a officiellement restauré la liberté de la presse et d'autres droits lorsqu'elle a pris le pouvoir en 1986 après l'assassinat de son mari. Il doit soulever le grave problème de l'impunité dont profitent les meurtriers de journalistes, de politiciens, de défenseurs des droits de la personne, de juges et d'avocats », a déclaré Alison Bethel McKenzie, directrice intérimaire de l'IIP, à propos de la promesse du président Benigno Aquino d'éradiquer la corruption aux Philippines.

Reporters sans frontières (RSF)

La tragédie que représente le massacre de Maguindanao, bien au-delà du chiffre historique des journalistes tués ce 23 novembre 2009, c'est évidemment la volonté criminelle des assaillants d'éliminer tous les témoins, jusqu'au dernier.

Le 23 novembre de l'année dernière et les jours qui ont suivi, ont été des journées de stupeur pour nous tous. Le décompte macabre a fait place aux révélations sur la nature criminelle du clan Ampatuan. Aujourd'hui, notre combat commun doit être d'exiger des autorités la mise en œuvre de moyens matériels et humains suffisants pour que le procès des principaux accusés puisse se dérouler dans des délais raisonnables.

En faisant vivre la mémoire des victimes de ce massacre, chacune des organisations de défense de la liberté de la presse peut contribuer à impulser des changements profonds aux Philippines. Ensemble, disons : « Plus jamais cela ! »

Southeast Asian Press Alliance (L'Alliance de la presse de l'Asie du Sud-Est, SEAPA)

À la veille du premier anniversaire du massacre de 32 journalistes à Maguindanao aux Philippines le 23 novembre, l'Alliance de la presse de l'Asie du Sud-Est (SEAPA) invite le président Benigno « Noynoy » Aquino III à faire tout en son pouvoir pour accélérer le procès des auteurs présumés et des cerveaux responsables de ce crime brutal et veiller à ce que les témoins clés de ces meurtres soient pleinement protégés contre toute forme de représailles et de harcèlement.

La SEAPA presse le président à faire de cette occasion une première étape majeure dans la lutte à finir contre l'impunité dont jouissent les assassins sous son administration, afin de répondre aux attentes des gens qui voient en lui un symbole d'espoir qui apportera la justice, la loi et l'ordre.

La SEAPA presse également les organisations de la société civile du monde entier d'unir leurs efforts pour combattre la culture de l'impunité.

Le Comité des écrivains en prison – PEN International (WiPC)

Un an après le massacre de Maguindanao, le PEN International s'associe à ses collègues du PEN des Philippines et à la communauté internationale pour exprimer sa colère et son désarroi devant le fait qu'un an après les événements, les auteurs le massacre de Maguindanao n'ont toujours pas été traduits en justice et les journalistes continuent d'être ciblés en toute impunité dans le pays. PEN International appelle les autorités philippines à agir immédiatement pour faire en sorte que tous les actes de violence commis à l'endroit de journalistes fassent l'objet d'une enquête et de poursuites vigoureuses afin que les responsables soient traduits en justice et que les journalistes puissent pratiquer leur profession sans crainte d'attaques.

L'Association mondiale des journaux et des éditeurs de médias d'information (WAN-IFRA)

À la suite du massacre du 23 novembre, la WAN-IFRA appelle à une réaction « sans précédent » du gouvernement dans un pays marqué de longue date par la violence contre les journalistes et les civils. Au lieu de cela, la dernière année a connu de nombreux cas d'intimidation et de violence, ainsi que des problèmes de toutes sortes qui nous font craindre que justice ne soit pas pleinement rendue.